

# TRISTE RENTRÉE UNIVERSITAIRE

2) Elle inaugurera la 2<sup>e</sup> année d'application du « plan Fouchet » alors que ne cessent de naître des projets provenant des serviteurs ou des alliés objectifs du régime — commission Aigrain, colloque de Caen, assemblée des doyens — tendant à accélérer la technocratisation de l'Université.

3) La participation, le 17 mai, d'un important cortège étudiant au défilé ouvrier — pour la première fois depuis longtemps.

## I. — CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA RENTRÉE

Le Plan Fouchet : 1967-1968 verra l'application généralisée du « plan Fouchet ». Les études se feront par « années » et non plus par « certificats ». L'orientation sera plus rigide, l'assiduité deviendra obligatoire — quitte à ce que les étudiants qui travaillent pour payer leurs études disposent librement de six ans au lieu de quatre pour achever leur licence !

Quelques-uns des Instituts universitaires de technologie sont nés — grâce à l'actif concours du patronat, toujours à la pointe de la « démocratisation de l'enseignement » — qui concrétisent la coupure « voie longue » et « voie courte » — cette dernière spécialement consacrée à ceux des jeunes qui ne font pas partie des « héritiers », et peuvent de ce fait se contenter d'une demi-culture.

Les projets « dans le vent » : Nombreux sont ceux qui, réfléchissant sur l'Université, se proposent de la transformer, de l'adapter « aux conditions de notre époque », bref, la modernisation de l'Université est à l'ordre du jour.

Ainsi, à Caen, en novembre 1966, un colloque de scientifiques suggérât-il d'« américaniser » cette institution vénérable en créant des « universités autonomes, diversifiées, compétitives », traduisez : laisser chaque faculté libre de décider de son propre mode de recrutement, de ses critères d'admissions aux examens, du contenu de l'enseignement dispensé, de son budget, etc. La F.N.E.F., créée par Debré lors des derniers soubresauts de l'Algérie française, ne s'y est pas trompé, qui a adopté, lors de son dernier congrès (avril 67), l'essentiel des conclusions du colloque. D'autres, Peyrefitte, Pompidou, les doyens de faculté, habituent — pédagogiquement ! — l'opinion à l'idée du *numerus clausus* que l'on justifie à l'aide de l'idéologie réactionnaire soi-disant « réaliste », mise à la mode par Zamansky et reprise en chœur : il y a trop d'étudiants pour les moyens dont on dispose, or, justement, les examens révèlent qu'un étudiant sur quatre — au moins — est « inapte » à l'enseignement supérieur, trop « abstrait » pour son cerveau plus ouvert à une formation plus terre à terre — celles des I.U.T. par exemple. Quelle chance !

Enfin, la commission Aigrain, nommée par Fouchet, raffine dans l'art de « faire tomber les murailles isolant jusqu'à présent l'Université », et commence par la faire « participer à la vie économique nationale » en la soumettant à la politique de « vérité des prix » : restaurants et cités universitaires verront leurs prix sensiblement augmentés. En contre-partie, on augmentera le taux des bourses. Mais attention ! Le nombre de ces dernières diminuera, en sorte que seuls « les étudiants qu'il paraît souhaitable d'aider » en bénéficieront... s'ils satisfont à des critères universitaires — assiduité et succès aux examens — bien plus stricts que les autres étudiants. Ceci s'appelle « aider » les « étudiants défavorisés » ! Les pauvres doivent être humbles et laborieux !

Au total, l'« aide » octroyée aux étudiants — 611 millions de francs — n'augmentera pas ; la part de l'aide indirecte — restaurants — dont presque tout le monde bénéficie diminuant au profit de l'aide directe — bourses — qui vise à s'attacher ceux à qui l'on donne plus, en les liant d'avance par des engagements contraignants. Les propositions de la commission Aigrain ont beau n'avoir pas été encore signées par Peyrefitte, l'« avenir » de l'Université tel que le elles n'en représentent pas moins révent les technocrates au pouvoir.

Si l'on ajoute que, pour cinq ans encore, le budget de l'Éducation nationale (16,5 % du total) sera inférieur au budget militaire — en 1968 les crédits d'équipement seront relativement inférieurs à ceux de 67 — l'on comprend dans quelles

conditions va s'opérer cette rentrée et combien il est urgent de préparer des luttes sur ce terrain.

## II. — QUELLES LUTTES IMPULSER ?

Avant toute chose, il semble indispensable de se livrer en milieu étudiant à une campagne d'information concernant la politique générale des ordonnances, des pleins pouvoirs. Deux thèmes privilégiés permettent de relier les luttes étudiantes à celles de la classe ouvrière :

1) La Sécurité sociale, où l'intervention de militants révolutionnaires dans les cartels de défense de la S.S. peut se révéler extrêmement fructueuse.

2) L'emploi — problèmes de la formation professionnelle et des débouchés — où l'on atteint le cœur de la politique « jeunes » du régime (voir l'enquête Misseff).

Syndicats enseignants et étudiant devront s'emparer de ces thèmes et ordonner leur campagne autour d'eux sans oublier les conditions de vie et de travail de l'Université (campus, loyers, budget),

Plusieurs dangers sont à éviter quant à l'adoption des mots d'ordre, des revendications et des luttes à mener. Ainsi il nous est impossible de souscrire au choix de l'O.C.I.-« Révoltes » qui, au terme de son analyse catastrophique bien connue de la période historique — la bourgeoisie en force ne songe qu'à matraquer les organisations ouvrières — ne met en avant que des mots d'ordre « défensifs » visant à « préserver l'acquis » : ainsi défendra-t-on le régime des I.P.E.S., institution octroyée par le ministère afin d'auto-recruter son personnel, et nullement « acquis » par les étudiants qui n'auraient jamais eu l'idée de revendiquer un système d'« aide aux études » aussi aliénant.

De même devons-nous distinguer la nécessité de relier luttes étudiantes et luttes ouvrières de l'intégration pure et simple des premières à la politique mystificatrice des « forces démocratiques » dont les luttes sectorielles sont si démobilisatrices.

Au cours de son congrès de juillet, l'U.N.E.F. a adopté le principe d'une manifestation centrale à Paris devant le ministère de l'Éducation nationale avec, le même jour, une manifestation correspondante devant la préfecture de chaque département. Il faut faire en sorte que ces initiatives soient des réussites. Elles constituent l'une des échéances importantes du mouvement étudiant après la campagne de rentrée et l'assemblée générale qui verra se poser le problème de la direction politique de l'U.N.E.F. dont la « gauche » traditionnelle a décidément failli. Les E.S.U. ne restent en place que parce qu'ils bénéficient d'un réflexe « antistalinien », assisteront-nous, passifs, à la prise en main de l'U.N.E.F. par l'Union des étudiants communistes dont la pratique ne se différencie en rien de celle des corporatistes « apolitiques », ou bien les militants révolutionnaires sauront-ils déterminer clairement ce que l'on peut attendre de l'U.N.E.F. dans le présent contexte politique et social, et prendre leurs responsabilités en conséquence ?

Le P.C.F. — qui a déjà repris la direction du S.N.E.S., lequel a prévu une campagne de grèves tournantes dont on sait l'efficacité ! — semble prêt à jouer le « grand jeu » à l'Université. Allons-nous le laisser faire ?

François THIBAUT.

# UN ENSEIGNEMENT PROFITABLE

En vue d'assurer la prolongation de la scolarité, il a été prévu de créer dans les écoles primaires des sections d'éducation professionnelle. Celles-ci fonctionneront en sorte que l'apprenti reçoive une formation « théorique » à l'école et une « formation » pratique à l'usine jusqu'à l'âge de 16 ans.

Ainsi, les jeunes de moins de 16 ans n'étant plus des apprentis mais des élèves, les patrons ne sont plus liés par un contrat d'apprentissage et plus obligés de verser un salaire aux jeunes qui, pourtant, continueront comme par le passé, à exécuter toutes les corvées de nettoyage et de maintenance qu'ordonneront les chefs d'ate-

# OMBRES ET ESPOIRS POLONAIS

L'année 1956, en Pologne, peut être considérée comme l'année de l'achèvement de la construction de la base industrielle et de la réalisation du plein emploi. Ce fait a posé sous un nouvel aspect le problème du progrès de la société : le plein emploi étant réalisé, les perspectives de l'amélioration des conditions de vie ne passaient plus par la promotion sociale mais par l'amélioration de la situation de tous. De plus l'équipement de base étant achevé, c'est le bas niveau de la consommation des masses sociales qui devenait le problème le plus évident.

La révolte des ouvriers payés à des salaires extrêmement bas et des paysans privés des surplus économiques par la politique des « ciseaux des prix » s'est joint au courant de protestation contre la dictature stalinienne. Une période de discussion et de critique sans précédent s'est ouverte. Elle avait commencé au début de 1955, au III<sup>e</sup> plénum du Parti, mais elle a vite dépassé ce cadre et fut reprise par une partie énorme de l'intelligentsia. A ce niveau, la discussion s'orientait vers la condamnation radicale du système stalinien, ce qui l'amena à soulever le problème de la bureaucratie, puis de l'auto-gestion ouvrière.

En juin 1956, les ouvriers de Poznan envoient des délégués à Varsovie pour revendiquer une augmentation des salaires. L'action n'atteint pas son résultat. Les ouvriers décident une grève générale. La grève est suivie par des manifestations dans toute la ville, et par des émeutes contre les forces de l'ordre. Des milices ouvrières se forment.

Le 19 octobre 1956, jour de l'ouverture du VIII<sup>e</sup> plénum du Parti, les étudiants de Varsovie organisent un meeting gigantesque à l'Institut polytechnique. Ils sont appuyés par la mobilisation des ouvriers de l'usine automobile de Zeran, déjà en contact avec ceux de Poznan, de Basse-Silésie, de Lodz (le plus grand centre de l'industrie textile) et des chantiers navals à Gdansk, Gdynia et Szczecin. Leurs revendications sont axées sur l'amélioration des conditions matérielles d'existence et la formation de conseils ouvriers. Comme à Poznan, une milice ouvrière est formée.

Encore en octobre, le VIII<sup>e</sup> plénum du Parti vote de nouvelles mesures économiques — par exemple, l'arrêt de la collectivisation, qui allait à l'encontre des aspirations de la majorité de la paysannerie — et ouvre la voie aux réformes libérales ; entre autres une plus grande liberté de presse et la diminution de la censure préventive. Une série de gens non compromis pendant la période précédente, et apparaissant même comme victimes de celle-ci, accède aux postes dirigeants. C'est le cas de Gomulka qui, emprisonné en 1948 sous l'accusation de tendances nationalistes et sectaires, est maintenant élu Premier secrétaire du Parti. De son discours au VIII<sup>e</sup> plénum, il faut retenir le passage suivant concernant la leçon de Poznan :

« La classe ouvrière n'a jamais utilisé la grève à la légère comme arme dans sa lutte pour ses droits. A plus forte raison aujourd'hui, dans la Pologne populaire, gouvernée en son nom et au nom de tous les travailleurs, elle n'a pas fait ce pas à la légère... Les ouvriers de Poznan n'ont pas protesté contre la Pologne populaire ni contre le socialisme quand ils sont descendus

dans la rue. Ils ont protesté contre le mal qui s'est largement répandu dans notre système social et qui les a également touchés douloureusement, contre les déviations des principes fondamentaux du socialisme qui est leur idéal, à eux... La classe ouvrière, c'est notre classe, c'est notre force invincible. La classe ouvrière, c'est nous. Sans elle, c'est-à-dire sans la confiance de la classe ouvrière, aucun de nous ne pourrait représenter rien d'autre que sa propre personne. »

Ayant ainsi canalisé le mécontentement des masses, la bureaucratie était capable de se renforcer de nouveau par le rétablissement de tout l'appareil de contrainte qui s'était trouvé sérieusement ébranlé par les événements de 1956. Ce fut la période de liquidation des conquêtes de l'Octobre. Dès 1957, dans une série de discours, Gomulka contestait le droit des ouvriers à la grève et condamnait les conseils ouvriers comme une « utopie anarchisante ».

« Il faut souligner que notre parti s'oppose aux grèves, qu'il ne peut ni les organiser, ni les soutenir. Mais nous ne voulons pas recourir aux moyens administratifs lorsque les ouvriers abandonnent le travail... Sans priver les ouvriers du droit de grève, nous devons leur dire : la grève ne conduit pas au mieux-être, elle n'augmente pas, au contraire elle diminue la ration de pain dans le pays. Aussi est-il préférable de ne pas la faire » (IX<sup>e</sup> plénum, 17 mai 1957). « Les forces de sécurité ont fait preuve à l'égard des grévistes d'une tolérance qui a dépassé de beaucoup les limites normales » (18 août 1957, au lendemain de la grève des tramways à Lodz).

En automne 1957, des grèves et des manifestations de rue sont étouffées par des moyens policiers (1), le journal des étudiants *Po Prostu*, l'organe le plus combattif de la gauche intellectuelle, est interdit. Suit l'épuration du Parti et l'étouffement en germe des Conseils ouvriers par leur soumission au Parti par l'intermédiaire des comités d'entreprises et des syndicats.

Quels sont les facteurs qui ont permis à la bureaucratie d'étouffer la montée de la vague révolutionnaire ? La période stalinienne a désintégré la classe ouvrière en la privant de toute autonomie politique et de toute institution défendant l'ouvrier contre la puissance de l'Etat : l'étouffement des grèves par des moyens policiers, la dépendance des syndicats par rapport à l'Etat, la privation des décisions dans le domaine économique, à quelque niveau que ce soit. Ainsi, la classe ouvrière s'est engagée dans la lutte sans programme spécifiant ses revendications et définissant la bureaucratie comme son ennemi principal. Une telle situation a favorisé le détournement des aspirations des couches sociales attachées aux symboles de la démocratie bourgeoise vers des forces antisocialistes, comme l'Eglise et toute sorte de mouvements nationalistes (2). Et la bureaucratie ne s'est pas gênée pour exploiter cet état de choses en signant une alliance électorale avec l'Eglise.

Un programme ouvrier remplaçant les événements d'octobre dans leur contexte international, et expliquant la liaison entre l'issue de ces événements et l'attitude des ouvriers dans les autres pays de régime bureaucratique, (en particulier le prolétariat soviétique) aurait empêché la bureaucratie de se servir d'une propagande nationaliste qui, ayant trouvé une audience favorable dans une partie de la société, a réussi à détourner l'attention de la crise existante et de la possibilité de sa solution par un mouvement révolutionnaire. Il est incontestable que la

(Suite page 4)

## LIVRES :

TROTSKY :

Histoire de la révolution russe.

En réimpression :

K. Modzelewski et J. Kuron.

Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais.